

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION

19 rue St Vincent de Paul
BP 169
62200 Boulogne-sur-Mer

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\UNITED PETFOOD
FRANCE (ex Continentale nutrition)_Wimille_0007001146\2_Inspections\2024
Code AIOT : 0007001146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2024 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION implanté Usine Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à une pollution accidentelle due à l'épandage d'huile de saumon dans le milieu naturel, le lundi 26 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION
- Usine Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille
- Code AIOT : 0007001146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société United Petfood exploite l'établissement situé rue Gutenberg – ZI de la Trésorerie à Wimille.

Son activité principale est la fabrication d'aliments pour animaux domestiques (croquettes pour chiens et chats).

L'activité du site a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 7/04/1997 au titre des rubriques 2220 et 2221 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2009.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Aucune procédure en cas d'épandage accidentel n'existe sur le site, le personnel n'est pas formé à cet événement.

Des procédures doivent être mises en place et des exercices réalisés afin de former le personnel à intervenir en cas de pollution accidentelle.

De plus, les faits font suite à une vidange de camion par une société extérieure (MOWI), l'ensemble des chauffeurs doivent être formés également au déversement accidentel de leur chargement ou au débordement accidentel d'une cuve. Des consignes écrites doivent être affichées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 5.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 4.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Procédure de gestion des accidents/incidents	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 20.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport Accident	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 29.1	Sans objet
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 11.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les réseaux ne sont pas connus
 Le site ne peut être actuellement isolé afin de contenir une éventuelle pollution
 Les rétentions ne sont pas étanches
 Aucune organisation en cas de pollution accidentelle n'est mise en place

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport Accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 29.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : 29-1- Accident - Incident: L'exploitant sera tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées tout accident ou incident survenu du fait du fonctionnement de ses installations qui serait de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19.07.76 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Dans un délai de 15 jours suivant les faits, l'exploitant adressera à l'Inspecteur un rapport comprenant la description de cet accident ou incident, ses conséquences, les mesures prises pour revenir à une situation normale, ses origines et les mesures prises pour qu'il ne se reproduise plus.
Constats : L'Incident est survenu le lundi 26/03 et l'information a été transmise à la DREAL le mercredi 28/03. Le rapport préliminaire a été envoyé le jeudi 29/03, en attente de réception d'un rapport de clôture d'incident (en cours de rédaction car pompage des résidus). Deux agents de l'OFB se sont rendus sur site lors de leur enquête: Frédéric Seillier et Sebastien Roy. La FDS du produit épanchus a été fournie, elle a été traduite en français car elle n'était disponible qu'en anglais. Le chauffeur/livreur de la société MOWI a livré son produit, il n'a pas alerté lors du débordement car dans sa cabine. Il a constaté le débordement lors du rangement de ses tuyaux et a averti le personnel UPF lors de son passage à la bascule.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, élimination des déchets
Prescription contrôlée : 11-4: Elimination: Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une Installation Classée autorisée par

ou déclarée à M. le Préfet à cet effet. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte. Tout stockage définitif de déchets à l'intérieur de l'établissement est interdit. Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Tout déchet sortant de l'établissement donne lieu à une opération de pesage.
Constats : Les déchets de cet incidents sont: - les huiles pompées sur le site au niveau de la rétention - celles pompées au niveau du décanteur/déshuileur - celles pompées dans le milieu naturel ont été envoyées en méthanisation sur le site BIOGAZ DU HAUT PAYS à Thiembronne; la société de pompage est ANORTEP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Autorisation de transport de déchet d'Anortep à fournir
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, collecte - rétention
Prescription contrôlée : 5.1. Réseaux de collecte 5.1.1.- Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. 5.1.2. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées. 5.1.3.- En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur. 5.1.4.- Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes 5.1.5-Le sol des ateliers sera garni d'un revêtement imperméable et la pente en sera réglée de manière à conduire les eaux résiduaires et les eaux de lavage vers un orifice pourvu d'un siphon et raccorde à la canalisation souterraine. Cet orifice sera muni d'un panier grillage ou de tout autre dispositif capable d'arrêter la progression des corps solides, ce dispositif sera boulonné dans le sol durant les périodes normales d'exploitation Les eaux résiduaires et les eaux de lavage ne seront sous aucun prétexte, déversées sur la voie publique. 5.1.6-Le stockage et la manipulation de produits solides ou liquides susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement vers le dispositif de prétraitement des EU de l'établissement
Constats : Les eaux pluviales ont été polluées et ont rejoint le milieu naturel. Une vanne de vidange de la rétention a été installée par l'exploitant, lors du déversement d'huiles de saumon, la vanne a cédé et l'huile s'est déversée dans le réseau d'eau pluviale. Le système de stockage des produits polluants (rétention) n'était donc pas étanche.

<p>Aucun système n'a permis d'isoler les huiles sur le site. Les eaux polluées ont rejoint le milieu naturel via le réseau pluviale et le débourbeur/déshuileur. Le débourbeur/déshuileur n'était pas équipé d'un système de déconnexion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>en cas de déversement, le site doit pouvoir être isolé. les rétentions doivent être entretenues et étanches.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3mois</p>

N° 4 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, plans des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée : 4.2. Plan des réseaux Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux à jour n'a pas pu être fourni.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan des réseaux à jour doit être fourni sous quinzaine.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>

N° 5 : Procédure de gestion des accidents/incidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 20.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédure accidents/incidents</p>
<p>Prescription contrôlée : 20.1.1 : Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.</p>
<p>Constats :</p>

Aucune procédure de gestion des accidents / incidents n'a été fournie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Rédiger des procédures de gestion des accidents et incidents. Informer et former le personnel sur ces dites procédures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois